

DOUNDOU

CARTOGRAPHIE DE LA MOBILISATION
COMMUNAUTAIRE LGBTQI EN AFRIQUE DE L'OUEST

Rapport Résumé
Par Larissa Kojoué



Table des matières

Liste des abréviations	2
Remerciements	5
1. Introduction	7
1.1 Contexte et justification de la cartographie	7
1.2 Méthodologie de la cartographie	8
1.3 Quelques limites	8
2. Évolution des contextes en Afrique de l'Ouest : constantes et variables	9
2.1 Contextes juridiques	9
2.2 Contextes socio-politiques	10
3. Évolution du mouvement depuis 2016 : nouvelles structures, nouvelles thématiques, mêmes défis ?	11
4. Des défis multiformes	13
4.1 Défis liés à l'environnement juridique, social et politique	13
4.2 Défis organisationnels et de gouvernance	13
4.3 Défis techniques et financiers	14
5. Stratégies de réponses	17
6. De nouvelles priorités	19
7. Diversification des thématiques et dimension géographique de l'appui technique et financier	21
8. Recommandations	25

Liste des abréviations

ARV	Antirétroviraux
AQYI	African Queer Youth Initiative
CAL	Coalition des lesbiennes d'Afrique
GBT	Gay, Bisexuel-le, Trans
HSH	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
IDNOWA	Interfaith Diversity Network of West Africa
ISDAO	Initiative Sankofa D'Afrique de l'Ouest
ISLA	Initiative for Strategic Litigation in Africa
LGBTQI	Lesbiennes, Gays, Bisexuel-les, Trans, Queer, Intersexes
LBQ	Lesbienne, Bisexuel-le, Queer
PTF	Partenaires techniques et financiers
PEPFAR	Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida
PI7	Plateforme Initiative des 7
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
QAYN	Queer African Youth Network
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
SSMPA	Same Sex Marriage Prohibition Act
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UAF-Africa	Urgent Action Fund - Africa
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WATF	West Africa Trans Forum

Remerciements

Akpé | Ani kié | Enachè nuwe | Nagode | Barka | Nouari | Meda wo as | Jërëjéf | O sheun

Merci

À la toute fin de l'exercice laborieux qu'a été la réalisation d'une cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, notre équipe tient à remercier et à reconnaître chacune des contributions, toutes aussi exceptionnelles les unes que les autres. Celles-ci nous ont permis d'arriver à ce document, à cet outil, dont nous espérons l'appropriation par les diverses parties prenantes qui travaillent sur la question LGBTQI en Afrique de l'Ouest.

D'entrée de jeu, nous adressons nos remerciements à l'équipe de l'ISDAO, qui dans sa qualité de ressource institutionnelle, a pensé et rendu possible ce processus, grâce à son soutien et sa disponibilité tout au long de cet exercice.

Nous souhaiterions également manifester notre reconnaissance aux équipes de consultant-es pays, cité-es nominativement en fin de rapport. Leur implication, leur travail et leurs contributions tant dans le cadre des recherches pays que lors de la validation du rapport régional, ont permis de dépeindre dans ce document les réalités et les enjeux, à la fois nationaux et régionaux des groupes LGBTQI.

Évidemment, il n'aurait été aucunement possible de rassembler ces données sans les contributions et l'implication des organisations et personnes LGBTQI, qui malgré les multiples défis auxquels elles sont confrontées, ont encore une fois, su mobiliser les ressources et trouver la disponibilité pour participer au processus de création de connaissances.

Une des étapes décisives de ce processus a été la rencontre de validation du rapport. Durant cette rencontre, nous avons également bénéficié des rétroactions de personnes ressources, outre les parties prenantes mentionnées plus haut, qui ont partagé leurs perspectives sur le processus lui-même, mais aussi sur la finalité et sur le contenu du rapport en question. Cette rencontre de validation, organisée en format hybride, a été rendue possible grâce à une équipe technique performante et disponible.

Nous tenons également à remercier l'équipe des traducteur-rices qui nous ont appuyé-es tout au long du processus. Leur aide à chaque étape de cet exercice nous a été précieuse, compte tenu de la diversité linguistique existant au sein de notre équipe. Enfin, nous adressons nos remerciements à la personne chargée du graphisme et de l'identité visuelle de ce rapport, partie tout aussi importante dans le cadre de ce processus.

Sheba Akpokli, Yves Kugbe & Chioma Ogwuegbu.

Mentions spéciales

Conception graphique et mise en page:
Amir Khadar & Camille Gomera-Tavarez

Traduction et Éditeur: Akey Fabrice Looky

1. Introduction

La première cartographie des organisations LGBTQ¹ en Afrique de l'Ouest « Nous existons »², a été publiée en 2016 (Armisen, 2016). Novateur, ce rapport avait mis en évidence l'engagement communautaire émergent et le stade embryonnaire du mouvement, qui par ailleurs étaient centré sur la thématique du VIH/sida et des HSH³. Bien que grandissante, la place dédiée aux personnes lesbiennes, bisexuelles et trans (LBT) était encore marginale. Le rapport avait également mis en exergue les problèmes auxquels sont confrontées les communautés et les personnes LGBTQ, du rejet familial aux violations des droits humains, en passant par les difficultés organisationnelles, les difficultés d'accès aux financements ainsi que le manque d'analyses critiques et politiques des systèmes de genre et de sexualité et leurs conséquences. Le rapport insistait enfin sur l'urgence de la réalisation d'un fonds LGBTQI autogéré par et pour les activistes de la région.

Six ans plus tard et à la suite du lancement du fonds ISDAO en 2018, comment se porte la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest ? Y a-t-il des changements en ce qui concerne les enjeux, les perspectives et les priorités ?

Ce rapport exécutif présente de manière succincte les principales évolutions et les nouveaux enjeux qui

se posent au(x) mouvement(s).

Le rapport complet est disponible sur demande par email à l'adresse suivante : info@isdao.org

1.1. Contexte et justification de la cartographie

Guidée par les recommandations de la cartographie de 2016, les réflexions et recommandations issues des différentes consultations avec les activistes, l'ISDAO s'est établie progressivement et actuellement opère dans neuf pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Libéria, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et le Togo. En s'appuyant sur des principes et des valeurs féministes d'autonomie, d'autodétermination, d'inclusion, de représentation équitable, d'analyse du pouvoir, ainsi que sur un mécanisme de financement participatif, elle octroie des subventions aux organisations LGBTQI dans ces pays focaux. L'analyse de la mobilisation dans la sous-région montre qu'en dépit des contextes politiques et sociaux toujours aussi hostiles voire extrêmement plus hostiles dans certains cas, il y a une visibilité croissante des groupes et des organisations de femmes LBQ, de personnes trans et de personnes intersexes, des groupes travaillant sur les questions de foi et de spiritualité, ou encore des organisations opérant en milieu rural. Ce dynamisme communautaire soulève quelques questions, d'autant plus que la région demeure l'une des moins subventionnées sur le continent. D'où l'intérêt pour l'ISDAO de réaliser une nouvelle étude

¹ Les communautés et groupes de personnes intersexuées ne sont pas mentionnés ici car lors de la collecte des données (en 2014 et 2015), aucun groupe intersexe n'avait été identifié et la mobilisation communautaire intersexe était inexistante.

² Nous Existons - Cartographie des organisations LGBTQ en Afrique de l'Ouest, Mariam Armisen, 2016 <https://isdao.org/wp-content/uploads/2023/01/Nous-Existons.pdf>

³ Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes

afin d'avoir une meilleure vision de l'état actuel de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, l'objectif principal étant de donner de la voix aux communautés pour qu'elles se prononcent sur les prochaines orientations des bailleurs de fonds et des partenaires techniques ainsi que sur le plan et les objectifs de financement. Il s'agit de s'assurer que ce ne soit pas les financements qui guident l'agenda du mouvement, mais plutôt le mouvement qui renseigne la manière dont sont octroyés les financements ainsi que leurs bénéficiaires.

1.2. Méthodologie de la cartographie

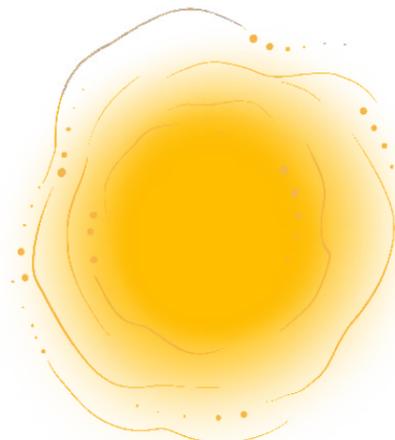
Pour se faire une idée de l'état actuel du mouvement, des évolutions, des défis et des stratégies mises en place pour relever ces défis, ainsi qu'une vision renouvelée des priorités, deux méthodes de recherche ont été utilisées. Adoptant une approche participative, l'enquête qualitative a consisté en des entretiens et des groupes de discussions animés par des consultant-es pays, parfois en mixité et parfois en non-mixité, avec divers acteur-rices individuelles et collectives (activistes indépendants, organisations déclarées ou non déclarées, membres des réseaux d'organisations, partenaires techniques, partenaires financiers et bénéficiaires) intervenant auprès du mouvement LGBTQI. Au total, 289 individus ont participé à cette enquête qualitative, soit 26% d'activistes indépendant-es ou allié-es, 4% de partenaires techniques et financiers régionaux et 70% de membres d'organisations, de groupes, de réseaux ou de consortiums LGBTQI.

L'approche quantitative a consisté en une enquête en ligne à destination des organisations uniquement. Ainsi, 166 membres d'organisations ou de groupes issus des 9 pays focaux de l'ISDAO se sont prononcés sur leurs priorités et leurs besoins spécifiques. Les données ainsi collectées par binôme (ou par trinôme dans le cas du Nigéria) dans ces neuf pays ont été compilées et analysées par une équipe de consultant-

es, avant d'être présentées pour discussion et validation au cours d'un atelier de trois jours qui s'est tenu à Abidjan du 11 au 13 mars 2022.

1.3 Quelques limites

L'ISDAO intervient dans neuf pays de la sous-région ouest-africaine qui compte bien plus de pays. Les résultats de cette recherche ne sont donc pas suffisamment représentatifs de la réalité de l'ensemble de la sous-région, même s'ils s'y rapprochent généralement. Avec les restrictions de déplacement liées à la pandémie de covid 19, il n'a pas été possible de couvrir toutes les zones voulues dans les neuf pays. L'enquête s'est principalement limitée aux zones urbaines, même si elle innove en accordant une place non marginale aux zones semi-urbaines et rurales, comme au Libéria par exemple. Par ailleurs, vu la sensibilité de la question LGBTQI dans la sous-région, et compte tenu du contexte sécuritaire et politique de certains pays, le mode de collecte a privilégié les réseaux de connaissances directes des enquêteur-rices, ce qui a sans doute écarté des profils méconnus des enquêteur-rices mais non moins importants. De fait, même si l'enquête s'est voulu la plus représentative et inclusive possible, très peu d'informations ont pu être collectées sur certains groupes spécifiques comme les personnes intersexes, pour l'instant peu visibles ou peu connues.



2. Évolution des contextes en Afrique de l'Ouest : constantes et variables

2.1 Contextes juridiques

Bien que tous les pays concernés par cette étude aient adhéré aux cadres internationaux et régionaux de protection des droits humains¹, qui sont autant d'instruments sensés garantir le respect et la protection des personnes LGBTQI, la tendance est à la restriction de l'expression citoyenne et au durcissement de la législation. Tandis que la situation se détériore dans certains contextes, on note tout de même de légères avancées dans d'autres.

Sur le plan juridique, au Ghana, au Libéria, ou au Sénégal des projets de loi ont été élaborés et soumis aux assemblées respectives de ces pays, dans le but de renforcer les cadres pénaux déjà répressifs. Au Ghana, le projet de loi « Promotion of Proper Human Sexual Rights and Ghanaian Family Values Bill » a été soumis au Parlement en 2021. Au-delà de sanctionner l'acte sexuel entre personnes de même sexe, ce projet entend punir toute personne ou organisation diffusant des messages positifs à l'égard de la communauté LGBTQI et toute tentative de soutien financier à une organisation LGBTQI. Il prévoit également d'institutionnaliser la chirurgie d'assignation de genre à la naissance et la thérapie hormonale pour les personnes intersexuées, ainsi que la thérapie de conversion pour les personnes LGBTQ. Enfin, ce projet de loi se veut inattaquable parce qu'il prévoit de rendre illégale toute tentative de modification une fois qu'elle aura été adoptée.

¹ À savoir entre autres : la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Convention pour l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples.

Au Libéria et au Sénégal, des parlementaires ont également présenté des projets de loi visant à renforcer les peines encourues pour tout acte sexuel entre personnes de même sexe. Si la tentative sénégalaise portée par le collectif « And Samm Jikko Yi »² et son leader a échoué, il n'en est pas de même au Libéria, ni au Ghana où les procédures sont toujours en cours. Dans tous les cas, ces tentatives de modification du cadre juridique ont pour effet d'alimenter les tensions, les discours de haine et la marginalisation des personnes LGBTQI.

En lien avec la lutte contre le terrorisme dans certains pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger ou le Nigéria, certaines lois portant sur l'usurpation d'identité sont régulièrement utilisées contre les personnes trans et par extension à la communauté du fait de l'augmentation des contrôles, de la surveillance généralisée des communications et des déplacements.

Pour pallier ce sombre tableau, il existe toutefois quelques dispositions juridiques visant à protéger les personnes LGBTQI - de manière directe et indirecte. C'est le cas de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Burkina Faso qui ont adopté respectivement en 2017 et en 2020 des décrets garantissant aux militant-es des droits humains, une protection contre les attaques. Ces protections s'étendent explicitement aux défenseur-ses des droits humains LGBTQI à l'exception du Mali où ceci est considéré comme illégal. De manière indirecte, au Ghana, le

² En Wolof, cela signifie « Ensemble pour la préservation des mœurs ».

Parlement a approuvé une peine d'emprisonnement maximale de trois ans dans les cas de discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/sida. Cette décision fait suite à l'adoption par la Chambre des représentants, d'un projet de loi porté par la Commission ghanéenne de lutte contre le sida. Les militant-es LGBTQI travaillant sur les questions de santé et de VIH ont la possibilité de faire recours à cette loi au besoin.

2.2 Contextes socio-politiques

La rhétorique anti-LGBTQI est utilisée comme outil politique dans l'ensemble des pays concernés par cette enquête. On pourrait même parler de l'institutionnalisation d'un mouvement « antigénre » du fait de l'émergence d'acteur-rices organisé-es et de la multiplication d'actions destinées à traquer, à punir et à faire taire tout discours promouvant le respect des droits humains pour les personnes LGBTQI. Au Sénégal, le collectif « And Samm Jikko Yi », à l'initiative du projet de loi visant à renforcer les sanctions existantes, a organisé une marche de protestation et a fait signer une pétition soutenue par de nombreux leaders religieux et chef-fes traditionnel-les. Au Ghana, où le projet de loi évoqué plus haut a été présenté à l'Assemblée, le Président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo ainsi que la Ministre chargée du Genre³, de l'Enfance et de la Protection sociale ont tenu des propos intransigeants et accablants à l'endroit des personnes LGBTQI. Le Président a déclaré que ce n'est pas sous sa présidence qu'aurait lieu la légalisation du mariage homosexuel, tandis que la Ministre Adwoa Sarfo déclarait que la loi était claire et qu'elle s'en tiendrait à ça. Au Burkina Faso, une ancienne ministre de la Femme et du Genre s'est publiquement attaquée aux femmes trans sur les réseaux sociaux et dans les médias, ce qui a soulevé une vague de réactions virulentes et des appels d'incitation à la violence sur

les réseaux sociaux. Les propos d'une activiste trans au Sénégal confirment cette instrumentalisation : « Nous avons constaté que la lutte anti-LGBT est devenue un argument politique. Beaucoup utilisent cela comme argument pour convaincre les électeurs en accusant le gouvernement en place d'être notre allié ».

Le contexte d'insécurité et d'instabilité générale dans certains pays alimente la violence envers les personnes LGBTQI. Ce sont les personnes trans et non-binaires dont l'expression de genre est plus affirmée qui sont les plus exposées à ces actes de violence. Cette violence, amplifiée par les médias et encouragée par les leaders religieux, se manifeste de diverses façons. Au-delà des dénonciations dans les médias, certaines organisations ont vu leurs locaux être saccagés, des activistes ont été arrêté-es (comme cela a été le cas au Ghana en mai 2021) et de nombreuses personnes contraintes de vivre dans la clandestinité : « Pour vivre notre sexualité et être à l'abri des violences homophobes, nous sommes obligés de vivre très cachés » (Répondant du Bénin). Le rejet familial est le facteur majeur d'exclusion des personnes LGBTQI et les conséquences sont durables : absence de domicile fixe, décrochage scolaire, difficultés d'accès à l'emploi, problèmes de santé mentale, addictions diverses, etc.

La pandémie de covid 19 a également renforcé cette situation d'exclusion sociale généralisée. Lorsqu'iels ne sont pas accusé-es d'avoir provoqué la pandémie (punition divine) du fait de leur(s) orientation sexuelle et/ou identité de genre et/ou caractéristiques sexuelles, dans certains pays, les personnes LGBTQI sont accusé-es d'attirer les terroristes qui souhaitent les punir de leurs connivences supposées avec les occidentaux.

3. Évolution du mouvement depuis 2016 : nouvelles structures, nouvelles thématiques, mêmes défis ?

Conscient-es des injustices qui les frappent et de la nécessité sinon, de faire évoluer l'environnement politique et juridique ou au moins d'améliorer le quotidien des centaines de milliers de personnes dont l'identité de genre et l'orientation sexuelle sont sévèrement sanctionnées, les initiatives en faveur de la justice sociale des personnes LGBTQI se sont renforcées ces six dernières années. La multiplication des organisations a ainsi permis à divers sous-groupes tels que les personnes trans, et à un stade encore embryonnaire, les personnes intersexuées de jouir d'une plus grande visibilité. Le rapport de 2016 avait mis en avant l'hégémonie masculine et la domination de la thématique du VIH/sida dans les interventions par ailleurs centrées sur les HSH, tout en mentionnant aussi l'émergence et l'institutionnalisation d'associations communautaires co-fondées et dirigées par les femmes LBQ et/ou trans. En 2022, 166 organisations ont participé à cette enquête comparé à 50 en 2016. Parmi ces 166 organisations, les groupes LGBTQI généralistes demeurent majoritaires (25). Néanmoins, il y a désormais presque autant d'organisations LBQ (15) que d'organisations GBT (13) ou d'organisations de personnes trans (16). Il existe aussi désormais des organisations de personnes intersexes (2), ainsi qu'un consortium régional d'activistes indépendant-es.

Plusieurs raisons expliquent cette forte dynamique : une prise de conscience croissante de l'intérêt de se constituer en collectif, organisation ou réseau pour faire entendre des voix marginalisées y compris au sein du mouvement et une présence accrue des bailleurs de fonds et des pourvoyeurs d'assistance technique. La multiplication des espaces de rencontres

régionaux telles les écoles d'activistes de QAYN organisées sur une base bisannuelle, la conférence Changing Faces-Changing Spaces (CFCS) également organisée bisannuellement par UHAI-EASHRI, ainsi que d'autres espaces de rencontres organisés à l'échelle internationale ont grandement contribué à renforcer les capacités en leadership des femmes LBQ en Afrique de l'Ouest. Parallèlement à ces espaces d'apprentissage, de rencontres et de partage, de nouveaux-elles acteur-rices tel que le programme PRIDE (Partenariat pour les droits humains, l'inclusion, la diversité et l'égalité) financé par le gouvernement hollandais via le COC Nederland ainsi que les premiers financements octroyés par l'ISDAO ont permis aux organisations communautaires naissantes de mieux se structurer et de mieux prendre en charge leur développement. On peut aussi noter l'arrivée d'organisations internationales qui viennent renforcer la présence et les interventions des bailleurs de fonds et organisations présent-es dans la sous-région. À titre d'exemple, ÉGIDES (l'Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités) et d'autres partenaires tels que ASTRAEA, Urgent Action Fund - Africa (UAF-A), FRIDA, etc., jouent sans aucun doute un rôle primordial dans la structuration de la mobilisation communautaire.

Cette mobilisation communautaire a non seulement gagné en ampleur en s'étendant hors des capitales et des grands centres urbains mais ont également vu leurs thématiques d'intervention se diversifier pour prendre en compte des questions liées à l'intersexuation, une approche centrée sur

³ Au moment de la collecte de données. Au moment de la publication de ce rapport, cette personne n'occupe plus ce poste.

l'âge, l'appartenance générationnelle, la foi et la spiritualité, et même des questions de sensibilisation des populations grâce au numérique. Au Ghana et au Nigéria, il existe désormais des organisations intersexes telles qu'Intersex Ghana (créée en 2019) ou Dynamic Initiative for Health Care & Human Rights (DIHHR) et Intersex Nigéria. En 2020, une réalisatrice ghanéenne a produit un court métrage sur l'intersexuation¹.

Des associations telles que One Love Sister et Glorious Interfaith Initiative du Ghana, ou Levites Initiative for Freedom au Nigeria ont été fondées par des militant-es musulman-es ou chrétien-nes dans le but de réconcilier les notions de foi et de spiritualité et celles d'orientations sexuelles et/ou identité de genre, de contester les discours répressifs qui s'appuient sur la religion, et de promouvoir le dialogue sur les violations basées sur le genre au sein des communautés religieuses.

On note aussi une meilleure prise en compte des thématiques liées à l'âge. C'est le cas de Big Mama au Togo qui s'adresse particulièrement aux LGBT plus âgé-es et de African Queer Youth qui s'intéresse entre autres aux LGBT jeunes. Bien que cette initiative soit basée au Nigéria, ses activités s'étendent à travers le continent. Enfin, certains groupes se sont constitués en ligne et en ont fait leur champ d'intervention exclusif. C'est le cas de EmmaL.Infos à la fois collectif et média numérique qui produit du contenu numérique engagé (podcast, interviews, nouvelles, lexiques, poésies etc.) avec et pour la communauté LBTQ ouest africaine francophone et camerounaise. La quasi-totalité des organisations ayant participé à cette étude utilisent les plateformes numériques pour communiquer sur leurs activités, partager leurs expériences, mener des campagnes de soutien et construire une communauté virtuelle.

Loin d'être statique, cette mobilisation prend de plus en plus la forme de réseaux régionaux et nationaux.

L'étude en a dénombré 9 au total dont 3 réseaux régionaux à savoir le réseau régional des personnes trans (West African Trans Forum ou WATF), le Réseau interconfessionnel pour la diversité en Afrique de l'Ouest (IDNOWA) et la PI7, le réseau de femmes LBQ.

Au-delà des organisations et des réseaux, le paysage LGBTQI s'est aussi enrichi de la présence d'activistes indépendant-es qui bien que non affilié-es à des associations contribuent au mouvement de diverses façons. Sous forme d'expertise peu ou non rémunérée, d'accompagnement matériel, psychologique, financier, etc. Désormais, il existe même un consortium régional d'activistes indépendant-es. Si toutes les organisations doivent composer avec un environnement hostile et parfois dangereux, leurs conditions de travail et de développement dépendent cependant d'autres facteurs propres au contexte national, aux défis organisationnels et en matière de gouvernance, et au manque de ressources humaines, techniques et financières.

4. Des défis multiformes

Les défis abordés dans ce rapport concernent tant les personnes LGBTQI que les organisations et activistes LGBTQI. Au plan individuel, les membres de la communauté LGBTQI ayant participé à cette étude ont fait état de nombreux cas de violence et d'abus de droits humains, violences qui sont souvent le fait d'acteur-rices institutionnel-les tel-les que la police ou la gendarmerie : « Au Mali par exemple, [sur] plus de 16535 cas de violences verbales et physiques recensés de 2019 à 2020, 95% [des victimes ont refusé] d'aller à la police ou à la justice » (Activiste du Mali). Ils ont aussi évoqué les difficultés d'accès aux services sociaux de base ou d'urgence (souvent intégrés dans les programmes de lutte contre le VIH/sida), l'absence de services de santé mentale, de refuges/foyers et de mécanismes de prise en charge des survivant-es de violences et l'absence ou l'insuffisance de programmes d'autonomisation économique (compte tenu la grande précarité du secteur informel dans laquelle la majorité évolue). Enfin, ils évoquent les difficultés d'accès aux endocrinologues, aux hormones et aux soins d'affirmation de genre pour les personnes trans, ainsi que le manque de programmes spécifiques pour les publics plus jeunes (de moins de 18 ans) ou à l'inverse plus âgés (de plus de 50 ans). Sur le plan collectif ou organisationnel les défis sont externes et internes.

4.1 Défis liés à l'environnement juridique, social et politique

L'environnement social, sécuritaire et politique crée en effet un climat de peur qui caractérise le vécu de la plupart des personnes LGBTQI : la peur du rejet familial, la peur de perdre son emploi, la peur

de ne pas pouvoir terminer ses études, la peur de dénoncer les agressions, la peur de fréquenter les centres de santé publics, etc. Au Libéria, un ancien soldat a tendu un piège sur internet à 27 personnes LGBTQI qu'il a séquestrées et violentées à la suite de quoi deux seraient mortes. Formellement inculpé pour tentative d'assassinat et pour meurtre, il a été libéré sous caution, plongeant les membres de la communauté dans une détresse continue.

C'est d'ailleurs du fait de cet environnement que certaines organisations n'ont pas la possibilité de se faire légalement enregistrer en tant qu'association LGBTQI. Pour les organisations qui sont enregistrées, elles utilisent divers subterfuges pour contourner ces restrictions et ne pas explicitement mentionner le type de populations pour lesquelles elles travaillent. Parfois, se réunir pose un véritable défi et peut même mener à la prison comme ça a été le cas dans la ville de Ho au Ghana en 2021 où 21 activistes ont été arrêté-es au cours d'un atelier et placé-es en détention pendant plusieurs semaines.

4.2 Défis organisationnels et de gouvernance

Le rapport de 2016 pointait du doigt la faible capacité des associations et des groupes interviewés, un enjeu lié à la gouvernance et au leadership. En 2021, bien que les organisations aient gagné en maturité et qu'elles semblent désormais mieux se structurer au moins sur un plan formel (existence de textes et documents organisant l'adhésion, le fonctionnement, etc.), le pouvoir de décision, lui, demeure toujours dans les mains de quelques individus, ce qui pose

¹ Pour en savoir plus, se référer au rapport original

clairement un problème de leadership et de partage du pouvoir. Dans certains espaces de rencontres, ce sont souvent les mêmes leaders qui sont présent-es, et ce en dépit de la multiplication des acteur-rices. Ceci est révélateur de l'absence d'un mécanisme de transmission, de transition et/ou de renouvellement à la base. Une situation certes compréhensible du fait des difficultés d'obtention d'emploi dans la sous-région, mais qui fragilise indubitablement le mouvement et pose la question de sa durabilité. Par ailleurs, la multiplication des organisations s'accompagne aussi d'une course aux financements, qui dans certains cas met nécessairement en concurrence ou en compétition les groupes les uns contre les autres. Au sein des groupes généralistes, les postes de responsabilité sont encore majoritairement détenus par des hommes cisgenres.

4.3 Défis techniques et financiers

Sur le plan technique, les défis sont nombreux, en commençant par l'évaluation des besoins en appui technique. La majorité des appuis techniques dont bénéficient les organisations et les groupes LGBTQI de la sous-région sont rarement basés sur une évaluation réelle des capacités et des besoins. Les défis portent aussi sur l'inadéquation des ressources humaines, l'absence d'outils, de services et de plan de sécurité pour le personnel et le manque de locaux. La plupart du personnel dans la majorité des cas est bénévole et est faiblement rémunéré, et lorsqu'il l'est, cette rémunération dépend parfois de la durée d'un projet. Les capacités à recruter et à retenir du personnel qualifié sont limitées. Cela affecte certains secteurs d'action pourtant importants telle que le plaidoyer en raison du manque de ressources et des capacités de réflexion, d'élaboration et d'implémentation d'actions de plaidoyer. Et d'ailleurs, les besoins en matière de plaidoyer sont importants et portent sur la production des données, l'appui dans l'élaboration des rapports pertinents et à grand impact, ainsi que sur la participation dans des

instances de plaidoyer aux niveaux national, régional ou international. Les opportunités de plaidoyer existent pourtant, mais demeurent méconnues et peu exploitées justement du fait de la faiblesse organisationnelle des associations. C'est aussi cette faiblesse qui explique les difficultés à mobiliser des ressources en dehors des appels à projets. Il existe pourtant d'autres techniques de mobilisation de ressources mais qui sont elles aussi méconnues et peu utilisées, un problème qui ne se poserait pas s'il existait par exemple un hub régional d'expert-es dédié au renforcement des capacités des acteur-rices du mouvement. Plusieurs activistes indépendant-es ont déclaré qu'on ne leur témoigne pas assez de reconnaissance alors que leurs contributions sont importantes. En interne, peu d'organisations ont les capacités de capitalisation des acquis et de transfert des compétences. Ce qui parfois les fragilise à chaque départ de personnel formé. Enfin, la création des savoirs est très insuffisante. Lorsque ces savoirs existent, ils font l'objet d'une faible communication et/ou d'une faible réappropriation. À ce propos, des ressources techniques transférables et exploitables existent. Néanmoins, elles sont produites en anglais et leur utilisation pose la question de l'accessibilité pour les pays dont la principale langue de travail est le français.

Sur le plan financier, même si la nature des partenaires s'est diversifiée et que leur nombre a doublé voire triplé dans certains endroits, l'accès aux informations relatives aux opportunités de financements reste faible (et suscite de la concurrence), et est exacerbé par des capacités linguistiques limitées, notamment pour ce qui concerne les appels à proposition formulés en anglais. Les formulaires de soumission sont souvent complexes et exigeants (enregistrement de l'organisation, disponibilité d'un plan stratégique, d'un bureau, de rapports d'audits, etc.). De fait, certains pays et certains groupes demeurent sous-financés. Encouragés par une prise de conscience politique et de nouvelles possibilités de financement, les organisations ou collectifs dirigés par des femmes LBQ ou des personnes trans

se sont multipliées, les besoins ont été identifiés et les priorités se sont précisées. Cependant les financements demeurent insuffisants, inégaux et parfois difficilement accessibles pour des groupes opérant au profit de publics identiques et dans les mêmes villes. L'enjeu est donc d'innover dans la programmation. Or, le VIH/sida demeure une thématique encore trop centrale, ce qui s'explique sans aucun doute par la densité des financements portant sur le VIH/sida. Lorsque qu'on compare les ressources disponibles par rapport aux besoins, on constate que celles-ci sont insuffisantes, ce qui crée un climat de concurrence et de compétition entre organisations œuvrant dans un même pays. Il n'est pas rare que des réseaux postulent des financements que d'autres membres du réseau ont postulés, ce qui est quand même contradictoire. Pour cet activiste du Libéria : « Le Mouvement n'est pas homogène, il a des systèmes, des priorités concurrentes, il y a des conflits qui affectent la solidarité et les dynamiques interpersonnelles, surtout quand les fonds sont rares. La priorité est de savoir ce que je peux obtenir pour mon organisation ».

Plusieurs organisations demeurent ainsi dépendantes des subventions étrangères ponctuelles souvent ciblées et ne disposent donc pas de la stabilité financière qui leur permettrait de s'institutionnaliser de manière autonome et durable. En effet, il n'existe pas (ou il existe très peu) de financements de base ou de financements pluriannuels (ou les organisations sont peu informées quant à l'existence de ces types de financement), ce qui rend difficile la prise en charge des frais de fonctionnement et fragilise la pérennité des activités. La majorité des cycles de financement existant couvrent généralement une année, ce qui ne permet pas de sécuriser les activités, ni les ressources humaines formées et compétentes.



5. Stratégies de réponses

Pour répondre à ces défis, plusieurs organisations ont développé des stratégies qui vont d'une approche globale et collective en réseau, à une approche microsociale centrée sur les individus. Ainsi sur le plan technique, des activités de renforcement des capacités se développent à l'intérieur des pays entre organisations plus anciennes et organisations plus jeunes. Ces activités portent aussi sur le leadership, le développement organisationnel et les droits humains. Certaines activités sont organisées en réseau et sont destinées à des acteur·rices extérieures telles que des policier·es, des journalistes, du personnel de santé et des leaders de la société civile, des leaders religieux ou traditionnels afin de les sensibiliser sur la question des droits humains et de leur permettre de mieux comprendre les enjeux de la communauté. Par exemple, une organisation du Burkina Faso a identifié des points focaux dans certains commissariats et postes de gendarmerie afin de faciliter les interventions et le traitement spécifique des cas de plaintes des personnes LGBTQ. Au Liberia, il existe une organisation dont certains membres sont officières ou anciennes officières de police. Cette organisation a la capacité d'offrir des formations aux forces de l'ordre et d'apporter une assistance technique et juridique aux membres de la communauté.

La plupart des organisations identitaires sont désormais dirigées par des membres de ces communautés et œuvrent à servir leurs propres intérêts contrairement aux premières années de mobilisation où elles devaient agir sous le couvert d'organisations généralistes plus grandes, mieux structurées et mieux insérées dans les réseaux de

mobilisation internationale. Aujourd'hui, ce sont les organisations LGBTQI qui élaborent elles-mêmes des projets en lien avec leurs besoins et qui vont chercher des financements pour les réaliser. Elles utilisent souvent une approche globale d'intervention qui s'insère parfaitement dans les thématiques généralistes tout en étant spécifiques en ce qui concerne les violences basées sur le genre, les violences sexuelles, les questions féministes, les questions de droits humains, etc. Ceci développe non seulement leur expertise et permet d'accroître leur visibilité quant aux enjeux qui les concernent, tout en participant également à la création d'emplois pour les membres de la communauté.

Les membres de la communauté ont évoqué des techniques d'autocensure (faire attention aux publications sur les réseaux sociaux, à la manière de s'habiller, etc.) comme stratégie collective et individuelle de survie [dans un contexte qui peut s'avérer hostile] : « Je dis toujours et je répète que notre sécurité dépend de nous-mêmes et de notre comportement avec l'entourage et la société... » - (Répondant Burkina Faso). Cette approche, bien que discutable, fait toutefois porter la responsabilité des attaques aux survivant·es de violence et non aux responsables des agressions. Elle contribue par ailleurs à dépolitiser le débat pour le réduire à une simple question de choix vestimentaire. L'enjeu est pourtant ailleurs et porte sur la transformation de l'environnement social, juridique et politique en un environnement favorable au respect des droits élémentaires et fondamentaux de la Personne.

6. De nouvelles priorités

Parmi les priorités identifiées par le rapport 2016 figuraient six thématiques principales : l'autonomisation économique, la sûreté et sécurité, la santé mentale, les droits humains, le renforcement des capacités et le plaidoyer. L'étude de 2022 met en avant des priorités similaires avec quelques nouveautés cependant.

Sur le plan collectif et organisationnel, les besoins de renforcement de capacités ou de formation pour l'acquisition de compétences sont toujours aussi considérables et s'articulent autour du développement organisationnel, de l'appui à la mobilisation des ressources et de l'autonomisation économique. Les participant-es ont de nouveau évoqué le plaidoyer comme thématique prioritaire, l'objectif étant de parvenir à participer et à occuper stratégiquement les espaces de plaidoyer pertinents, de compiler et d'exploiter des données à des fins de plaidoyer. Il apparaît aussi important de soutenir les actions de sensibilisation et de plaidoyer qui s'appuient sur l'art, la culture et les médias, des moyens d'expression qui pour l'instant présentent peu d'intérêt pour les bailleurs de fonds. La sécurité des communautés apparaît plus que jamais pressante et doit passer par l'élaboration de programmes spécifiques qui soulignent et enseignent les pratiques de sûreté et de sécurité (physique, psychologique, numérique) pour tous les sous-groupes de la communauté. La défense des droits humains demeure un enjeu majeur, mais n'est possible qu'avec le renforcement des capacités en matière de plaidoyer et de violences basées sur le genre. La question de l'autonomie financière

des organisations est une priorité transversale qui concerne autant les membres de la communauté que les organisations. Pour les premiers, il s'agit de créer des formations qui facilitent l'accès au marché de l'emploi ou à l'entrepreneuriat, et pour les seconds, cela passe par des financements de base. Ces financements devraient permettre d'assurer le fonctionnement des organisations en dehors des cycles de projets souvent ponctuels.

Sur le plan individuel, la santé reste une priorité majeure certes. Néanmoins, il faudra désormais prendre en compte la santé reproductive des femmes LBQ, les services de santé trans-spécifique, la santé mentale et le bien-être. Le désir de parentalité (par la procréation, l'adoption, etc.) se pose désormais de façon précise dans les communautés LBQ et suscite un intérêt particulier. Les questions de santé mentale semblent moins taboues que par le passé, cependant il n'existe pas encore de programmes de prise en charge. Les services disponibles en ce moment sont limités à la présence d'un psychologue souvent bénévole disponible quelques heures par semaine. L'impact de l'épidémie de covid 19 a montré l'importance de l'appui à la santé mentale des personnes LGBTQI. Les communautés souhaitent désormais prioriser l'accompagnement psychologique, notamment l'écoute, le suivi et la réduction des conséquences négatives liées à l'addiction aux drogues.

Les interventions axées sur les femmes LBQ, les personnes trans et les personnes intersexes font aussi partie des nouvelles thématiques prioritaires.

Comme les femmes LBQ, les personnes trans gagnent progressivement en visibilité dans les neuf pays couverts par cette étude. Le mouvement est en pleine croissance et les membres de ces communautés méritent qu'on leur accorde plus d'attention, y compris au sein des organisations et réseaux LGBTQ+ existants. Développer des réponses concrètes et adaptées aux personnes trans, c'est tenir compte des besoins en soins d'affirmation de genre tels que l'hormonothérapie pour l'instant difficilement accessible. Dans tous les pays, les questions de l'automédication et du manque de soins endocrinologiques pour les personnes trans sous hormonothérapie ont été soulevées comme un problème de santé pressant.

7. Diversification des thématiques et dimension géographique de l'appui technique et financier

Les profils des donateur-rices actuel-les qui appuient le travail des groupes et des militant-es LGBTQI dans la région comprennent principalement des ONG et des organisations philanthropiques internationales, ainsi que des agences multinationales, des fondations et des missions diplomatiques. En 2016, seul un bailleur de fonds basé en Afrique (Urgent Action Fund - Africa) intervenait dans la sous-région. La quasi-totalité des bailleurs qui finançait les associations et les organisations LGBTQI se trouvait donc en dehors de la région et la grande majorité ne finançait en priorité que les projets en lien avec le VIH/sida. À l'issue de ce travail de cartographie, on constate que le nombre de bailleurs de fonds présents dans la région aujourd'hui a augmenté, les thématiques prises en charge ont également évolué, même si les financements destinés au VIH/sida dominent encore largement.

Parmi les partenaires régionaux qui à l'occasion fournissent une assistance technique, on peut citer l'ISDAO, Urgent Action Fund - Africa (UAF-Africa), Queer African Youth Network (QAYN), la Coalition Africaine des lesbiennes (CAL), l'Initiative for Strategic Litigation in Africa (ISLA), Africa Gay Rights, African Queer Youth Initiative (AQYI) et African Sex Workers Alliance (ASWA).

L'ISDAO a transformé le paysage du financement des organisations, des groupes et même des activistes indépendant-es de la sous-région, avec un processus flexible, sensible aux spécificités des contextes et aux principes de transparence et de redevabilité. Entre 2019 et 2021, l'ISDAO a vu croître de 35% le nombre de subventions accordées, et de 33%

le montant des financements octroyés. L'ISDAO s'appuie sur un panel d'activistes appelé PAOS (Panel d'activistes pour l'octroi des subventions) composé de militant-es dont le rôle est d'examiner les demandes de subventions et de décider collectivement du financement de ses demandes. C'est ce même système qui a été adopté au Burkina Faso et au Nigéria dans le cadre de l'initiative Love Alliance, lancé en 2021¹. L'ISDAO est également le seul bailleur à appuyer les activistes indépendant-es par le biais du fonds ASANKA pour des initiatives créatives. QAYN et CAL sont deux organisations régionales dont les contributions au renforcement des capacités techniques sont particulièrement significatives. QAYN organise en effet depuis 2012 une école d'activistes tous les deux ans, avec l'objectif affiché de renforcement du leadership et de l'expertise féministe queer dans la sous-région. À travers son programme WACA (West And Central Africa), CAL s'est engagée à former les femmes LBQ à la recherche communautaire et à la production de données comme outils de changement social. ISLA coordonne un pool d'avocat-es expérimenté-es qui assurent des formations en défense des droits des femmes et des personnes LGBTQI. En Afrique de l'Ouest, ISLA favorise et soutient, dans le cadre de programmes d'études, l'autonomisation juridique d'avocat-es cherchant à collaborer avec les mouvements féministes et LGBTQI mais qui n'ont ni les compétences requises ni idée de ce qu'il faut faire

¹ L'initiative Love Alliance est un projet de 5 ans dont l'objectif global est d'assurer la santé et l'autonomisation des communautés de personnes LGBTQI, de travailleur-euses du sexe et personnes consommatrices des drogues (UD), grâce à une approche à la santé et aux droits sexuels et reproductifs qui est plus inclusive et centrée sur les individus. Le projet cible le Burkina Faso et le Nigéria en Afrique de l'Ouest

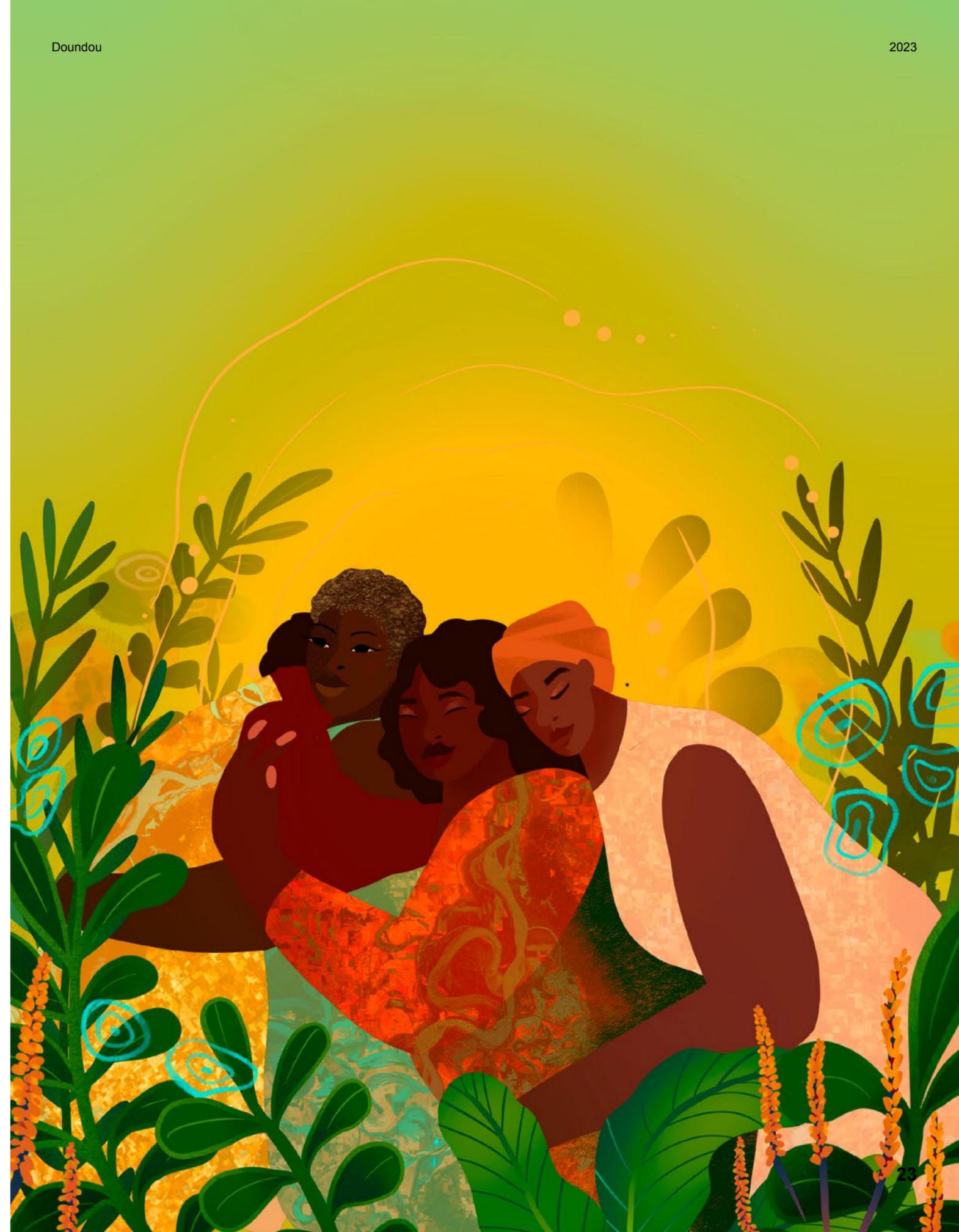
pour pouvoir collaborer avec ces mouvements.

Au premier rang des bailleurs de fonds et partenaires techniques internationaux figure le COC Nederland, particulièrement apprécié pour sa flexibilité et son ouverture. On peut citer l'International Trans Fund (ITF) qui, comme l'ISDAO, s'appuie sur un panel d'activistes pour décider des subventions à accorder. Certains partenaires techniques et donateurs sont présents uniquement dans les pays francophones. C'est le cas de l'Alliance internationale francophone pour l'égalité et la diversité (ÉGIDES), l'Alliance globale des communautés pour la santé et les droits (AGCS)/ Coalition Plus, la Fondation de France, SIDACTION, Solidarité Sida et l'initiative 5% du gouvernement français. À l'exception d'ÉGIDES cependant, tous ces bailleurs francophones se concentrent principalement sur des programmes liés au VIH/Sida, même si dans certains cas, ils peuvent appuyer le développement organisationnel et le renforcement des capacités (à l'instar de SIDACTION, une association française). L'ÉGIDES, à travers le nouveau Fonds Charlot Jeudy, se spécialise dans le renforcement des capacités et privilégie la mutualisation des connaissances.

Certains bailleurs de fonds interviennent aussi dans des situations d'urgence, de sûreté et de sécurité. C'est le cas d'Urgent Action Fund-Africa, Frontline Defenders, Frontline AIDS ou encore Dignity Fund. Synergia (Initiative for Human Rights) est une organisation internationale qui fait partie du consortium Dignity et travaille avec des groupes et organisations œuvrant à l'échelle locale et régionale pour développer des stratégies de sécurité, qui non seulement réduisent la probabilité des risques, mais fournissent également une réponse rapide en cas de situations de crise imprévues.

Certains organisations LGBTQI reçoivent des subventions internationales en qualité de sous-bénéficiaires des financements plus importants contractés par exemple avec le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, ou encore les financements américains comme

l'USAID ou le PEPFAR. Certaines organisations ont aussi bénéficié des financements de missions diplomatiques comme celle des États-Unis, des Pays-Bas ou de la Suède. Cependant, étant donné le contexte politique et les enveloppes disponibles, peu de missions diplomatiques communiquent ouvertement sur ces opportunités de financement.





8. Recommandations

Les recommandations issues du terrain et de l'analyse des données s'adressent aux bailleurs de fonds, aux partenaires techniques et financiers et aux organisations LGBTQI.

Ainsi aux donateur-ices, il est recommandé de promouvoir l'inclusion de la communauté et d'œuvrer pour une flexibilité des mécanismes de financement en assouplissant notamment les conditions d'accès des jeunes organisations. Il est également recommandé de faciliter les financements axés sur des thématiques émergentes (santé mentale, projets artistiques, procréation, hormonothérapie, formation professionnelle, bourse d'études, etc.) et les programmes bénéficiant les communautés les moins visibles (trans, intersexes, jeunes, personnes âgées). Enfin, il est recommandé d'améliorer l'accès à l'information et à la participation aux appels à propositions avec des stratégies de communication mieux adaptées.

Aux partenaires techniques et financiers, il est recommandé de développer de nouveaux programmes visant à mieux répondre aux besoins des communautés, d'encourager et de soutenir la participation des groupes, surtout ceux issus de la sphère francophone ainsi que les groupes émergents, grâce à l'introduction de plateformes de partage d'informations et d'opportunités. Il s'agit également de contribuer à la création d'un cadre durable de partage d'expériences entre les groupes francophones et anglophones, d'améliorer l'accès linguistique aux informations et aux formations, de continuer à soutenir les interventions en cours, et d'intégrer les activistes indépendant-es.

Aux organisations LGBTQI, il est recommandé d'innover dans la conception et la mise en œuvre des programmes, d'élargir les périmètres d'action et ainsi, de prendre en compte les questions de santé mentale et de bien-être, de favoriser des projets d'alphabétisation, de formation, d'intégration et d'autonomisation économique, et de développer des programmes spécifiques à chaque sous-groupe identitaire afin qu'ils ne soient pas confrontés en permanence aux mêmes problèmes. Il est également recommandé aux organisations (en particulier les organisations francophones), de s'impliquer de manière plus déterminée dans les espaces de plaidoyer régionaux et internationaux, de développer des outils adaptés pour mieux communiquer, pour mieux capter les besoins des communautés et pour mieux gérer les conflits. Les questions de pouvoir fragilisent les organisations et par conséquent, le mouvement. Déconstruire les dynamiques de pouvoir en faveur d'un leadership équilibré, plus inclusif et plus collectif est également une recommandation du rapport. À cela s'ajoutent le renforcement des mécanismes de sauvegarde et de protection de la mémoire institutionnelle de l'organisation, ainsi que les cadres de collaboration et de partage intergénérationnel.



 @InitiativeSankofa

 @ISDAOSankofa

 @Initiative_Sankofa

 <https://www.isdao.org/>